



Toutes et tous dans la rue pour défendre les services publics et se battre pour une Radio publique unique, forte et indépendante!

Les élections législatives et le désaveu des politiques néolibérales d'E. Macron ne lui ont pas servi de leçon. Malgré le rejet massif des réformes des retraites et de l'assurance chômage, l'appel à augmenter urgemment les salaires et à reconstruire des services publics ambitieux sur le territoire, le Président de la République a choisi un Premier ministre qui vient de composer l'un des gouvernements les plus à droite de la Vème république !

En choisissant de maintenir Rachida Dati comme ministre de la Culture, le gouvernement de Michel Barnier laisse à penser qu'il poursuit la feuille de route du précédent gouvernement concernant sa politique culturelle et son attaque de l'audiovisuel public.

Ceci peut faire craindre le pire aux salariés de Radio France et à ses auditeurs : le retour du projet de « regroupement des chaînes télé et radios publiques ». Avec comme corollaires pour la radio publique la mise en péril de ses antennes à Paris, en Région, de ses programmes, de ses rédactions, de ses formations musicales permanentes. C'est toute une entreprise au service du public et de la démocratie qui est menacée.

L'enjeu premier de la rentrée pour Radio France demeure le projet de loi de finances pour 2025 et une nécessaire modification de la Loi organique relative aux lois de finances. Ces textes vont être déterminants pour toutes les entreprises de l'audiovisuel public car son financement provisoire est sur le point de tomber d'ici la fin de l'année. Le budget de la radio a du souci à se faire. La fin du mécanisme par prélèvement d'une fraction de la TVA et le passage à un financement par le budget de l'Etat dès 2025, nous exposerait à des coupes budgétaires, drastiques et arbitraires.

Mobilisons-nous, pour nous faire entendre haut et fort afin d'obtenir un financement pour le maintien de services publics de qualité, et joignons-nous à l'appel national pour les salaires, les services publics et l'abrogation de la réforme des retraites.

C'est pourquoi la CGT Radio France et SUD Radio France déposent un préavis de grève pour mardi 1er octobre 2024 de 00H00 à minuit et appellent tous les salarié.e.s à rejoindre les mobilisations interprofessionnelles sur l'ensemble du territoire.

Fait à Paris le 24 septembre 2024

Pour la CGT Radio France :

Pour SUD Radio France :